

# TOOLKIT

Ce document est un guide pratique destiné aux gouvernements locaux et à leurs associations, qui souhaitent participer à la consultation « UN75 » des Nations Unies.

Il se centre particulièrement sur la possibilité d'organiser des consultations auprès de représentant·e-s politiques, sur la façon dont ils et elles envisagent le rôle de notre collectif dans le futur système multilatéral.

## GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX

### #ShapingOurFuture (Construisons notre avenir)

A l'occasion du 75e anniversaire des Nations Unies, **le secrétaire général de l'ONU a lancé un débat mondial sur le rôle de la coopération internationale dans la construction de l'avenir.** Il considère cette consultation comme une étape cruciale, qui reflètera les points de vue du grand public et des acteurs de tous les secteurs sur l'avenir du multilatéralisme et son rôle pour gérer les tendances mondiales, notamment les changements climatiques, les bouleversements démographiques, les nouvelles technologies et les inégalités.

Etant donné que CGLU a pour mandat de consolider le rôle des gouvernements locaux dans l'élaboration des politiques internationales, et que le collectif des gouvernements locaux et régionaux se trouvera au cœur de la gestion de ces enjeux, **CGLU a confirmé son engagement à promouvoir l'initiative UN75**, en diffusant l'enquête en ligne (<http://un75.online>) et en augmentant le nombre et la diversité des personnes consultées.

Pendant le Séminaire de CGLU, organisé à Tanger du 24 au 28 février, la consultation innovante et dynamique

a débuté lors d'une session pendant laquelle le collectif des gouvernements locaux et régionaux, comptant sur des représentant-e-s des gouvernements locaux, des régions et de leurs associations, ainsi que des organisations internationales, de la société civile et du monde universitaire, ont commencé à co-crédier et à définir les questions spécifiques auxquelles répondra le collectif sur l'avenir du multilatéralisme, l'avenir de l'ONU et, en général, sur le futur que nous voulons pour 2045, année qui marquera le 100e anniversaire de l'ONU.

En outre, le collectif a fait part de ses priorités et a établi les tendances mondiales sur lesquelles il souhaiterait se centrer, à savoir la transition écologique, la paix et la solidarité, l'égalité et la justice, ou encore le droit à la ville, entre autres.

### #UN75 décidé à écouter les villes : #Listen2Cities

**A la demande des Nations Unies, CGLU s'est engagée à produire un rapport** contenant le point de vue des dirigeants locaux et régionaux sur les défis qui nous attendent, le futur que nous imaginons, et le sys-

tème multilatéral, inclusif et en réseau qui sera le plus adéquat pour répondre à ces aspirations.

Le rapport devra ainsi refléter les points de vue des différentes régions mondiales, mais aussi ceux des différents types de gouvernements locaux, et se fonder sur l'approche la plus diverse et inclusive possible, pour intégrer le collectif dans son ensemble.

Les membres et les sections de CGLU sont invités à organiser des consultations. Les membres de la Global Taskforce sont également invités à participer.

**Une première ébauche du rapport devra être présentée aux Nations Unies en juin.**

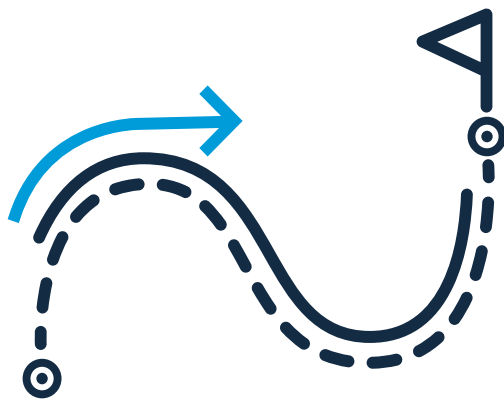
**La version finale sera présentée au secrétaire général de l'ONU en septembre, dans le cadre de l'Assemblée générale de l'ONU.**



## LES PRÉOCCUPATIONS DE NOTRE COLLECTIF

L'action internationale, l'apprentissage et les échanges constituent l'ADN du système municipal international, dont l'origine remonte à 1913. Notre diplomatie municipale se fonde sur la notion même de la nécessité d'apprendre les un-e-s des autres et de reconnaître l'inter-connectivité de notre destin, en tant qu'humanité. Ceci est d'autant plus pertinent à l'ère de l'urbanisation, quand les solutions à nombre de nos défis mondiaux doivent provenir de nos villes, grandes et petites, et être ancrées dans une approche de solidarité territoriale.

Dans un monde où les gouvernements locaux et régionaux montrent la voie à suivre, regroupant la moitié de la population du monde et plus de 70 % de son économie, le temps où nous « supplions » d'être représentés au sein du système mondial est désormais révolu.



- **Est-il du ressort des gouvernements locaux et régionaux, conjointement avec les Etats membres, d'appliquer concrètement les accords mondiaux ? Quel type de système serait adéquat pour accélérer la mise en œuvre des objectifs mondiaux et parvenir ainsi à les réaliser ?**
- **Quel est le nouveau modèle de gouvernance qui nous permettra d'atteindre la localisation des objectifs que nous nous sommes fixés ?**
- **De quelle gouvernance avons-nous besoin pour notre futur interconnecté ?**
- **Les gouvernements locaux et régionaux se considèrent-ils comme les espaces dans lesquels la transformation peut avoir lieu ?**
- **Quel est notre rôle dans l'application concrète des accords mondiaux ?**
- **Quel type de système serait adéquat pour accélérer la mise en œuvre des objectifs mondiaux et parvenir ainsi à les réaliser ?**
- **Comment imaginons-nous notre place au sein d'un système onusien renouvelé ?**



### **A quoi servent-elles ?**

Les consultations régionales et spécifiques sont une série de réunions participatives regroupant des représentant-e-s élu-e-s des gouvernements locaux et des expert-e-s, afin de débattre des principales questions à aborder dans le rapport.

### **Qui les organise ? Qui les convoque ?**

Les sections de CGLU, les associations de gouvernements locaux et régionaux, ou les membres gouvernements locaux et régionaux peuvent convoquer une session. Les sections auront un rôle important à jouer.

### **Qui est invité à partager son opinion ?**

Le leadership de CGLU ;  
Les représentant-e-s de gouvernements locaux et régionaux ;  
Les représentant-e-s et expert-e-s des associations de gouvernements locaux et régionaux.

### **Qu'est-il attendu des participant-e-s ?**

Apporter leurs contributions et réponses aux questions mondiales ;  
Partager leur vision du monde que nous souhaitons pour l'avenir ;  
Diffuser parmi leurs communautés le débat général UN75 et encourager la participation ;  
Donner de la visibilité à la consultation sur les réseaux sociaux.

### **Où et quand ?**

Les consultations peuvent être organisées lors de réunions physiques ou en ligne.  
Les organisateurs sont encouragés à utiliser les activités existantes comme cadre pour les consultations.



## LE PROCESSUS DU RAPPORT DES GLR

**Le rapport sera structuré en quatre segments : une introduction et trois chapitres.**

L'introduction établira un aperçu d'ensemble de l'appel de notre collectif pour obtenir un siège à la table. Elle fournira le contexte du mouvement et inclura la perspective des principaux partenaires avec lesquels notre mouvement travaille depuis une décennie. Elle construira l'argument de la nécessité de changer les paradigmes et les modèles existants de multilatéralisme. Les idées suivantes, qui représentent le patrimoine de notre mouvement, seront au cœur du rapport :

- **La diplomatie des villes est une diplomatie transformative.**
- **La démocratie locale est et doit être au cœur de sociétés justes et pacifiques.**
- **Le siège à la table pour notre collectif représente un lien fort entre les communautés et les institutions internationales.**
- **Le système international construit après les guerres mondiales est désormais un système interurbain à l'ère de l'urbanisation.**

La structure des trois chapitres est conçue pour aborder l'enquête UN75 du point de vue spécifique de notre collectif.

Le **premier chapitre** apportera une réflexion sur le monde en 2020, ses principaux défis systémiques, les tendances mondiales, aussi bien positives que négatives, qui déterminent le travail des gouvernements locaux et régionaux à l'heure actuelle, les obstacles auxquels ils font face, et les cadres mondiaux qui les régulent.

Un monde dans lequel les **tendances à la centralisation** affectent l'autonomie locale démocratique et, par là-même, la capacité de nos communautés à s'approprier les objectifs mondiaux et contribuer véritablement aux ODD. Les agendas universels de développement, principalement l'Agenda 2030, le Nouvel agenda urbain et l'Accord de Paris, représentent un **nouveau contrat social qui doit être rempli**, et l'urgence d'y parvenir devient de plus en plus pressante quand nous faisons face à des défis qui menacent le cœur même de notre planète.

Notre modèle actuel de développement, malgré les efforts transformateurs des agendas mondiaux de développement, est également enraciné dans une **dichotomie urbaine-rurale** artificielle, qui ne comprend pas l'évolution des relations entre zones urbaines et rurales.

L'**urgence climatique** qui pèse sur notre planète, les **revendications civiles** qui restent sans réponse, et les **inégalités** de plus en plus marquées représentent les limites de notre action actuelle et mettent même à l'épreuve la notion actuelle de **droits humains** en questionnant comment, et si, cette conception que nous avons des droits humains peut évoluer lors des prochaines décennies.

Le modèle actuel de gouvernance doit changer d'ici 2045 si nous voulons transformer le monde conformément aux rêves de nos communautés. Le **système international** en place fait une **place sporadique à une coopération internationale** qui ne considère pas tous les acteurs comme également nécessaires pour la transformation. On est confronté à une **approche descendante** de la gouvernance, qui considère finalement les gouvernements locaux et régionaux, et autres acteurs qui défendent et protègent le système multilatéral, comme des acteurs secondaires.

Le **second chapitre** s'attachera au monde que nous attendons pour 2045 et la vision de notre collectif d'ici aux vingt-cinq prochaines années : cette vision doit apporter une réponse aux questions posées en 2020 et une continuité des tendances identifiées dans le chapitre précédent.



## LE PROCESSUS DU RAPPORT DES GLR

Un monde **décentralisé** et un système multilatéral, doté d'une forte participation des communautés locales dans l'architecture internationale, renforceront l'élan vers la réalisation des futurs contrats sociaux et permettront à des communautés autonomisées de **pleinement s'approprier** les processus de localisation. Nous imaginons un monde qui aura adopté une approche de planification intégrée, telle qu'elle est définie dans le Nouvel agenda urbain, pour renforcer la dimension inclusive des villes, promouvoir des stratégies d'adaptation et d'atténuation du changement climatique, de prévention des risques de catastrophes, et pour démultiplier les bénéfices des **interconnexions entre les zones urbaines et rurales**.

En 2045, une nouvelle relation entre notre société et le monde naturel deviendra une réalité fondée sur les principes de solidarité et sur des territoires envisagés comme des espaces de vie pour les valeurs et actions humaines : une réelle **transition écologique**. Nous voulons un monde centré sur les principes de **justice sociale**, d'**équité**, de **démocratie** et de **durabilité**, dans lequel tou-te-s les habitant-e-s (actuel-le-s et future-s ; permanent-e-s et temporaires) seront à même d'utiliser, d'occuper, de produire, de gouverner et de profiter de villes, villages et établissements

justes, inclusifs, sûrs et durables (**droit à la ville**).

En 2045, nous souhaitons une gouvernance mondiale inclusive, centrée sur la solidarité et la paix, soucieuse de préserver notre planète. Pour ce faire, nous devons apporter des changements à la façon dont nous co-crédons le territoire, en **autonomisant les communautés** et en exploitant le pouvoir de co-production de nos villes et de nos territoires. Nous assurerons la transition d'un **système international à un système interurbain**, au sein duquel les gouvernements locaux et régionaux se consolideront pour devenir des espaces permettant la transformation.

Enfin, le **dernier chapitre** se penchera sur le changement structurel nécessaire au sein du multilatéralisme international, afin de faire face à la réalité que nous imaginons pour 2045.

Ce changement structurel requiert des mécanismes de **co-création**, qui permettront d'assigner les compétences et responsabilités des différentes sphères de gouvernement et de la société, à la fois verticalement et horizontalement, conformément au principe de **subsidiarité**. Un changement d'approche sera également nécessaire, afin d'articuler les zones urbaines au territoire plus vaste auquel elles appartiennent, reconnaissant

ainsi et de façon explicite l'importance fondamentale de comprendre et de promouvoir le développement durable à travers le continuum urbain/rural.

Pour un multilatéralisme idéal, une collaboration renforcée et un **dialogue entre générations** seront cruciaux pour explorer des alternatives et parvenir à un réel développement durable en 2045. Il faudra porter une attention particulière à la défense des **biens communs** et positionner la **prestation de services publics** à l'échelle locale au cœur des investissements. Il faudra développer une nouvelle génération de cadres juridiques et politiques, le renforcement des capacités, l'apprentissage entre pairs et les débats politiques afin de se rapprocher d'un modèle urbain fondé sur les droits humains et sur le droit à la ville.

Le changement structurel requiert une meilleure articulation de l'architecture internationale, sur la base d'un système multilatéral territorial, qui soit **inclusif et en réseau**. Le système multilatéral territorialement intégré garantira la promotion du développement **ascendant**, en abordant les questions liées aux silos et en parvenant en premier à celles et ceux qui en sont le plus éloigné-e-s. Un véritable système international qui garantira que toutes les voix sont réellement entendues.



## CONSULTATIONS RÉGIONALES :

### ➤ Comment structurer les consultations ?

**Les consultations ne doivent pas prendre plus de 90 minutes, et seront divisées en trois parties coïncidant avec les chapitres du rapport.**

Les consultations peuvent être réalisées en ligne, par le biais de plateformes telles que Zoom.

#### Les principaux défis et tendances en 2020

1. Quel est notre rôle dans l'application concrète des accords mondiaux ?
2. Quelles sont les trois principales caractéristiques qui définissent le système international actuel ?
3. Est-il du ressort des gouvernements locaux et régionaux, conjointement avec les Etats membres, d'appliquer concrètement les accords mondiaux ?

#### Le monde que nous attendons en 2045

1. Comment les tendances actuelles auront-elles changé d'ici à 2045 ?
2. Les gouvernements locaux et régionaux se considèrent-ils comme les espaces dans lesquels la transformation peut avoir lieu ?
3. De quelle gouvernance avons-nous besoin pour notre futur inter-connecté ?

#### Le changement structurel que nous attendons de voir

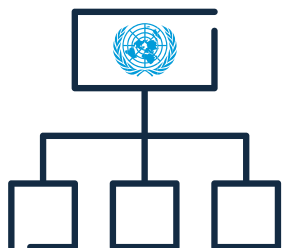
1. Quel est le nouveau modèle de gouvernance qui nous permettra d'atteindre la localisation des objectifs que nous nous sommes fixés ?
2. Comment imaginons-nous notre place au sein d'un système onusien renouvelé ?
3. Quels sont les outils à établir pour nous permettre de jouer notre rôle dans le nouveau système ?

### ➤ Qu'attendre des consultations ?

**A.** Les membres sont invités à répondre aux questions ci-dessus de façon ouverte et avec une dimension politique, afin d'apporter à la table mondiale l'expertise locale et les défis qui doivent être abordés pour l'avenir de nos communautés.

**B.** Les sections régionales sont invitées à organiser ces consultations en y impliquant autant de participant-e-s que possible, pour recueillir leurs réponses et garantir que les points de vue de nos membres du monde entier soient entendus.

**C.** Les sections sont également invitées à donner de la visibilité à la consultation sur les réseaux sociaux.





**UN75**  
2020 ET AU-DELÀ

FACONNONS  
NOTRE  
AVENIR  
ENSEMBLE

 **UCLG  
CGLU**